



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/45/257 ✓
E/1990/61
7 mai 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/
FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Point 12 de la liste préliminaire*
RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session ordinaire de 1990
COOPERATION REGIONALE

Préparatifs de la deuxième Décennie du développement
industriel de l'Afrique

Rapport du Secrétaire général

RESUME

A sa quarante-quatrième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 44/237, en date du 22 décembre 1989, proclamant la période 1991-2000 deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique. Le présent rapport est présenté en application du paragraphe 4 de cette résolution, dans lequel l'Assemblée a prié "le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en consultation avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, les groupements économiques régionaux et sous-régionaux compétents en Afrique et les organes intéressés de l'Organisation des Nations Unies d'entreprendre les préparatifs nécessaires à la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et de lui présenter à sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur ces préparatifs".

Dans sa résolution 44/237, l'Assemblée générale a assigné des tâches précises à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) concernant l'établissement du cadre de la deuxième Décennie et la fourniture d'une assistance technique aux pays qui en feraient la demande pour l'élaboration de leurs programmes nationaux, ainsi qu'aux organisations intergouvernementales pour l'élaboration de leurs programmes sous-régionaux pour la Décennie, cette assistance devant être fournie par des experts locaux et internationaux. L'Assemblée a également chargé la CEA et l'ONUDI d'assumer conjointement les responsabilités quant à l'établissement d'un projet

* A/45/50.

122

zéro du programme de la Décennie et à l'organisation de deux réunions du Groupe de travail d'experts gouvernementaux pour examiner et mettre au point le projet de programme.

La résolution 2 (IX) de la Conférence des ministres africains de l'industrie, adoptée à la neuvième réunion, et le rapport du Secrétaire général (A/44/812) ont établi un calendrier pour les activités à entreprendre par les secrétariats de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de la CEA et de l'ONUDI, le Groupe de travail d'experts gouvernementaux et les Etats membres durant la période s'étendant de la proclamation de la Décennie au cours du second semestre de 1989 à la présentation et à l'adoption du programme de la deuxième Décennie par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa dixième réunion, qu'elle tiendra au cours du deuxième trimestre de 1991.

En vue de hâter les préparatifs du programme de la deuxième Décennie, l'ONUDI a, en janvier et février 1990, prié les sous-régions de présenter des candidatures en vue de la constitution du Groupe de travail d'experts gouvernementaux. Appelé à être composé d'experts de trois pays de chacune des cinq sous-régions - Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Afrique de l'Est et Afrique australe -, le Groupe de travail aura pour tâche principale d'examiner et de mettre au point le cadre pour l'élaboration des programmes nationaux et sous-régionaux et le projet zéro du programme de la Décennie. Au 30 mars 1990, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest avaient présenté la candidature des pays devant être représentés par des experts au Groupe de travail; les deux autres sous-régions ont été instamment priées de faire de même. Les pays déjà choisis ont été priés de désigner les experts chargés de les représenter.

En ce qui concerne l'établissement du cadre pour le programme de la Décennie, le Comité mixte des secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI concernant la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique a examiné et mis au point, au cours de sa dixième réunion, tenue à Addis-Abeba du 22 au 27 mars 1990, un projet de cadre pour l'élaboration des programmes nationaux et sous-régionaux.

Ce cadre couvre les grands domaines ci-après :

a) Concepts et principes de base pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique. Ici, l'accent est mis sur l'autosuffisance et l'autonomie aux niveaux national et sous-régional grâce à une utilisation accrue des facteurs de production locaux, à la promotion des moteurs internes de la croissance, à l'intensification des programmes sous-régionaux et régionaux de coopération et d'intégration dans les industries motrices et stratégiques, et en faisant jouer un rôle accru aux entrepreneurs autochtones tant du secteur public que privé;

b) Plan des programmes nationaux et sous-régionaux pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique. Les gouvernements africains et les organisations sous-régionales sont priés de formuler des politiques et stratégies appropriées de développement industriel, de choisir des programmes précis et pratiques et de concentrer les efforts sur un nombre limité de programmes et projets concrets afin qu'ils soient efficaces;

c) Principes directeurs pour les programmes nationaux. Ici, il est conseillé aux gouvernements de procéder à une analyse minutieuse de leur secteur industriel pour pouvoir évaluer ses faiblesses et son potentiel, formuler des programmes nationaux fondés sur l'utilisation de facteurs de production locaux, établir des relations agro-industrielles plus nombreuses et créer des entreprises autochtones; et de mettre en place un mécanisme consultatif national comprenant tous les ministères concernés, tous les agents de production, de développement et de distribution, du secteur public et privé. Les gouvernements sont également priés d'envisager de plus en plus de mobiliser des ressources et d'autres facteurs de production essentiels pour financer le programme de la deuxième Décennie;

d) Principes directeurs pour les programmes sous-régionaux. Les programmes sous-régionaux devraient viser à mettre en oeuvre des projets moteurs fondés sur l'utilisation des ressources locales et à renforcer les mécanismes existants ou à en établir de nouveaux pour assurer un suivi effectif de ces projets. Le processus d'élaboration des programmes sous-régionaux devrait se faire de la même façon que pour les programmes nationaux;

e) Programmes de promotion. Au cours de la première Décennie du développement industriel de l'Afrique, les activités de promotion avaient essentiellement visé les hauts fonctionnaires et les responsables des politiques à suivre. Au cours de la deuxième Décennie, on ne devrait plus mettre l'accent sur les responsables au niveau des politiques mais sur les entrepreneurs, les investisseurs, les gestionnaires, les techniciens, les planificateurs, etc., au niveau des projets et dans les entreprises;

f) Coordination et suivi. Il importe de mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation pour coordonner et suivre l'exécution du programme de la deuxième Décennie. Au niveau national, il est proposé de créer un comité de haut niveau composé des ministères concernés et de représentants du secteur privé. Des mécanismes analogues devraient être envisagés aux niveaux sous-régional et régional.

De façon à accélérer la préparation du programme de la deuxième Décennie, l'ONUDI, pour le compte des trois secrétariats, a informé tous les pays africains que l'ONUDI et la CEA étaient en mesure de fournir une assistance technique pour l'élaboration de leurs programmes respectifs. A la date du 10 avril 1990, 40 pays avaient indiqué à l'ONUDI leurs domaines d'intérêt et leurs besoins. Comme mesure de suivi, la CEA a demandé à chaque pays de nommer un expert local qui travaillerait en équipe avec les experts internationaux fournis par l'ONUDI pour aider le gouvernement à élaborer le programme national.

Par ailleurs, à sa dixième réunion, tenue à Addis-Abeba du 22 au 27 mars 1990, le Comité mixte des secrétariats de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA sur la mise en oeuvre de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique a examiné et mis au point le mandat établi par la CEA pour les experts locaux et internationaux chargés d'aider les pays membres et les organisations sous-régionales à élaborer leurs programmes respectifs. Il a été noté que le mandat des experts internationaux devant être fournis par l'ONUDI serait établi d'après les demandes précises reçues des pays.

A cette réunion, le Comité mixte a en outre élaboré un plan d'exécution pour les activités devant être entreprises durant le reste de l'année 1990.

/...

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. RAPPEL DES FAITS	1 - 2	5
II. MESURES PRISES ET PROGRES REALISES EN CE QUI CONCERNE L'ELABORATION D'UN PROGRAMME POUR LA DEUXIEME DECENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE	3 - 15	6
A. Constitution d'un Groupe de travail d'experts gouvernementaux	3 - 4	6
B. Elaboration du cadre pour le programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique	5 - 12	6
1. Concepts et principes de base pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique ..	7	7
2. Plan des programmes nationaux et sous-régionaux pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique	8	7
3. Principes directeurs pour les programmes nationaux	9	8
4. Principes directeurs pour les programmes sous-régionaux	10	9
5. Programmes de promotion	11	10
6. Coordination et suivi	12	10
C. Définition du mandat des experts locaux et internationaux pour l'élaboration des programmes de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique	13 - 14	10
D. Plan d'exécution des activités à entreprendre au cours de 1990	15	10

I. RAPPEL DES FAITS

1. Dans sa résolution 44/237, en date du 22 décembre 1989, l'Assemblée générale a entériné les propositions du Secrétaire général confiant des responsabilités particulières à la CEA et à l'ONUDI en ce qui concerne l'élaboration d'un cadre pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique. La CEA et l'ONUDI ont en outre été priées de fournir une assistance technique aux divers pays, à leur demande, pour l'élaboration des programmes nationaux, ainsi qu'aux organisations intergouvernementales pour l'élaboration de leurs programmes sous-régionaux pour la Décennie. Les deux secrétariats ont aussi été chargés de préparer un avant-projet (projet zéro) de programme et d'organiser deux réunions du Groupe de travail d'experts gouvernementaux pour l'examiner. La CEA est chargée de fournir des experts locaux aux gouvernements et des experts internationaux aux organisations intergouvernementales, ainsi que de convoquer les deux réunions d'experts. L'ONUDI est chargée de fournir les experts internationaux aux divers pays. Dans ce cadre, la CEA et l'OUA ont établi que les ressources nécessaires se chiffraient à 1 345 800 dollars. Sur ce montant, l'ONUDI a affecté 883 900 dollars sur les 8,6 millions de dollars approuvés pour le programme de la Décennie pour la période biennale 1990-1991. Le solde, soit 462 700 dollars, sera fourni par l'ONU et décaissé par la CEA.

2. Un calendrier pour l'élaboration du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique a été fixé par la Conférence des ministres africains de l'industrie dans la résolution 2 (IX) qu'elle a adoptée à sa neuvième session (CAMI.9) et dans le rapport pertinent du Secrétaire général (A/44/832), comme suit :

a) Deuxième moitié de 1989 : proclamation de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique par l'Assemblée générale et élaboration d'un cadre par les secrétariats de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA, en consultation avec le Groupe de travail d'experts gouvernementaux, afin d'aider les Etats membres à élaborer leurs programmes pour la deuxième Décennie;

b) Première moitié de 1990 : élaboration par les gouvernements africains, avec l'assistance, sur leur demande, des secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI, de programmes nationaux pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique, en tenant compte des recommandations figurant dans le rapport des experts indépendants sur l'évaluation à mi-parcours de la Décennie, des observations communes des secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI sur ce rapport et des programmes actuels de coopération industrielle à l'échelle sous-régionale. Une assistance analogue pourrait être fournie aux organisations sous-régionales, à leur demande, pour l'élaboration de leurs programmes pour la deuxième Décennie;

c) Troisième trimestre de 1990 : élaboration par les secrétariats, en consultation avec les pays africains et les organisations africaines concernés et les organismes des Nations Unies, d'un avant-projet (projet zéro) du programme de la deuxième Décennie;

d) Quatrième trimestre de 1990 : organisation de la première réunion du Groupe de travail d'experts gouvernementaux pour examiner l'avant-projet (projet zéro) du programme de la deuxième Décennie;

e) Premier trimestre de 1991 : organisation d'une deuxième réunion du Groupe de travail d'experts gouvernementaux pour la mise au point définitive du projet de programme (projet zéro) de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique;

f) Deuxième trimestre de 1991 : dixième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie, précédée de la réunion du Comité intergouvernemental plénier d'experts sur l'industrialisation de l'Afrique, avec pour objectif essentiel d'examiner et d'adopter le programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique.

II. MESURES PRISES ET PROGRES REALISES EN CE QUI CONCERNE
L'ELABORATION D'UN PROGRAMME POUR LA DEUXIEME DECENNIE
DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE

A. Constitution d'un Groupe de travail d'experts gouvernementaux

3. Dans une lettre datée de janvier 1990 et une lettre de rappel envoyée en février, l'ONUDI a demandé à ce que, dans chaque sous-région, par l'intermédiaire des membres du bureau de la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie, soient désignées des personnes pour constituer le Groupe de travail d'experts gouvernementaux créé par la Conférence des ministres africains de l'industrie au paragraphe 8 de la résolution 2 (IX), qu'elle a adoptée à sa neuvième réunion. Le Groupe de travail devrait comprendre des experts de trois pays de chacune des cinq sous-régions de l'Afrique du Nord, de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Il aurait pour tâche essentielle d'examiner et de mettre au point le cadre pour l'élaboration des programmes nationaux et sous-régionaux et de l'avant-projet (projet zéro) du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique.

4. A la date du 30 mars 1990, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest avaient soumis les noms des pays proposés pour être représentés au Groupe de travail. L'ONUDI est entrée en rapport avec l'Afrique australe et l'Afrique du Nord pour les prier instamment de désigner les pays qui les représenteraient. Les pays déjà choisis ont été invités à désigner leurs experts.

B. Elaboration du cadre pour le programme de la deuxième
Décennie du développement industriel de l'Afrique

5. Le Comité mixte des secrétariats de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA pour la deuxième Décennie a examiné et mis au point, au cours de sa dixième réunion, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 22 au 27 mars 1990, un avant-projet de cadre en vue d'aider les pays africains et les organisations sous-régionales à élaborer leurs programmes respectifs pour la Décennie. Afin d'accélérer les préparatifs, le Comité mixte a recommandé que le projet de cadre soit distribué à tous les

gouvernements africains et à toutes les organisations sous cette forme, pour leur permettre de commencer à élaborer les programmes. La version définitive en sera distribuée ultérieurement après une révision faite sur la base des observations des membres du Groupe de travail d'experts gouvernementaux.

6. Le cadre couvre les domaines suivants :

- a) Concepts et principes de base pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique;
- b) Plan des programmes nationaux et sous-régionaux pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique;
- c) Principes directeurs pour les programmes nationaux;
- d) Principes directeurs pour les programmes sous-régionaux;
- e) Programmes de promotion;
- f) Coordination et suivi.

1. Concepts et principes de base pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique

7. Les deux objectifs fondamentaux de la Décennie sont l'autosuffisance et l'autonomie aux niveaux national et régional. Cela doit être réalisé essentiellement grâce à une utilisation accrue des facteurs de production locaux, la promotion de moteurs intérieurs de la croissance, l'institutionnalisation et l'intensification des programmes de coopération et d'intégration entre pays africains, notamment en ce qui concerne les industries motrices et stratégiques, avec la pleine participation des entrepreneurs autochtones des secteurs public et privé. L'accent devrait être mis sur la mise en place de structures de production intérieures et régionales grâce à l'extension des marchés, à des projets moteurs multinationaux et au renforcement de l'infrastructure matérielle et de la main-d'oeuvre dans les domaines essentiels.

2. Plan des programmes nationaux et sous-régionaux pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique

8. Lors de l'élaboration des programmes nationaux et sous-régionaux, les gouvernements et organisations sous-régionales sont priés de définir des politiques et des stratégies appropriées pour le développement industriel, de choisir des programmes spécifiques et sélectifs et de concentrer les efforts sur un nombre limité de programmes et projets concrets afin d'assurer leur efficacité. Quatre grands domaines ont été proposés aux pays et aux sous-régions pour l'élaboration de leurs programmes respectifs pour la deuxième Décennie, à savoir :

- a) Programmes de consolidation;
- b) Programmes d'expansion industrielle et nouveaux investissements;

/...

- c) Programmes d'appui;
- d) Programmes spéciaux pour les pays les moins avancés.

3. Principes directeurs pour les programmes nationaux

9. Les mesures ci-après sont proposées :

a) Analyse du secteur industriel. Cette analyse devrait porter sur la structure et la composition du secteur industriel et comprendre une étude par sous-secteur des résultats, de la capacité d'utilisation, des exportations et importations industrielles, du niveau d'investissement industriel, de la disponibilité de compétences, du niveau du développement des entreprises, des coûts de la production industrielle intérieure, du degré d'utilisation des facteurs de production locaux et du degré de dépendance à l'égard des facteurs de production importés. L'analyse devrait également comprendre un examen du cadre directeur et des politiques générales concernant l'industrialisation, des problèmes et des contraintes, des potentiels et des priorités, etc.;

b) Elaboration des programmes nationaux. Les programmes nationaux devraient inclure les objectifs, les politiques et les stratégies de mise en oeuvre en ce qui concerne l'utilisation des facteurs de production intérieurs, les relations agro-industrielles, la promotion de l'esprit d'entreprise autochtone, la formation des compétences et de la main-d'oeuvre et la mise en place de l'infrastructure institutionnelle et matérielle. Elle devrait aussi porter sur la sélection des projets d'investissement prioritaires;

c) Elaboration des programmes nationaux pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique. La deuxième Décennie étant une activité pluridisciplinaire, il importe de mettre en place un mécanisme consultatif - un comité national de coordination - comprenant tous les services du gouvernement concernés ainsi que les Ministères de l'industrie, des finances, de la planification, de l'agriculture, des ressources naturelles, de l'énergie, des transports, de l'éducation et du commerce, ainsi que des entreprises publiques et privées, des chambres d'industrie et de commerce, des associations des fabricants, des banques de développement et des institutions financières, notamment. Les gouvernements pourraient envisager de constituer des comités sous-sectoriels sous la direction et la supervision générales du comité national de coordination de la Décennie;

d) Financement et autres principaux facteurs de production. Une estimation du coût du programme national pour la deuxième Décennie est un instrument important dans le processus de programmation et d'exécution si l'on veut mobiliser des ressources à la fois intérieures et extérieures. Les pays devront mobiliser des ressources à partir i) de sources intérieures (essentiellement crédits budgétaires, épargne intérieure, excédent des entreprises publiques, investissements intérieurs privés, prêts des banques de développement et des banques commerciales), et ii) de sources extérieures (prêts étrangers, investissements étrangers, assistance de donateurs, assistance technique internationale, etc.). Il faudra également

s'assurer de la disponibilité et de l'approvisionnement en matières premières intérieures, des compétences locales disponibles et de l'existence d'autres facteurs de production locaux.

4. Principes directeurs pour les programmes sous-régionaux

10. Les programmes sous-régionaux devraient viser à mettre en oeuvre des projets moteurs fondés sur l'utilisation des ressources locales, retenus dans les programmes sous-régionaux, à renforcer les mécanismes actuels ou à établir de nouveaux mécanismes pour assurer une surveillance efficace de leur exécution. Comme dans le cas des programmes nationaux, le processus d'élaboration des programmes sous-régionaux devrait comporter :

a) L'évaluation de la coopération industrielle sous-régionale et l'identification d'une priorité à l'échelle de la sous-région. Il faudrait examiner le cadre juridique et les politiques de coopération industrielle, en se référant aux mécanismes de coopération, à leur efficacité, aux contraintes, au potentiel, à la prestation des services d'appui industriel, à l'énumération des politiques commerciales appropriées, etc.;

b) L'élaboration des programmes de développement industriel sous-régionaux pour la deuxième Décennie. Il faudrait définir les politiques, objectifs et stratégies; sélectionner les programmes d'investissement prioritaires (industries sidérurgiques, industries mécaniques, fabrication des machines et du matériel agricoles, équipement énergétique, engrais, industrie chimique de base, industrie pharmaceutique, fabrication de produits alimentaires, etc.); et établir le coût du programme, y compris les investissements, etc.;

c) Les modalités pour l'élaboration et l'exécution. L'élaboration et l'exécution des programmes sous-régionaux exigeront qu'on crée au niveau sous-régional un comité de coordination de la promotion industrielle qui serait chargé de superviser l'exécution de tous les programmes industriels dans la sous-région. Là où c'est nécessaire, des comités de promotion sous-sectoriels pourraient être créés. Ces comités devraient comprendre des représentants des gouvernements, des entreprises publiques et privées de chaque pays participant au projet, des chambres d'industrie et de commerce, des institutions financières nationales et régionales, etc. Les modalités d'exécution devraient identifier les "pays hôtes" pour les projets sous-régionaux en vue de préciser les responsabilités et d'assurer un suivi efficace;

d) Financement et autres principaux facteurs de production. La coopération sous-régionale est essentielle en ce qui concerne les principaux facteurs de production ainsi que le financement. Par conséquent, le financement des programmes sous-régionaux et la mobilisation d'autres principaux facteurs de production devraient être assurés essentiellement grâce au renforcement des institutions financières et bancaires sous-régionales, à la coopération entre les banques centrales, à la participation des gouvernements au capital social, à des mesures d'allègement fiscal et tarifaire, à la promotion de coentreprises et à l'échange régional de matières premières et d'autres facteurs de développement, etc.

5. Programmes de promotion

11. Au cours de la première Décennie du développement industriel de l'Afrique, les activités de promotion ont visé surtout les hauts fonctionnaires et les responsables de la politique à suivre. Les activités de promotion qui devront être entreprises pour la deuxième Décennie devront avoir une autre dimension et une autre orientation. Elles devraient être concrètes et viser à accélérer la mise en oeuvre du programme de la Décennie. La participation des hauts fonctionnaires essentiels sera toujours nécessaire, mais il faudrait ici que la participation se fasse aux niveaux opérationnels : entrepreneurs, investisseurs, directeurs, techniciens et planificateurs, soit aux niveaux des projets et des entreprises du secteur public et du secteur privé.

6. Coordination et suivi

12. Des mécanismes de suivi et d'évaluation doivent être créés pour coordonner le suivi de la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie. Au niveau national, la création d'un comité de haut niveau constitué des ministères concernés et des représentants du secteur privé est proposée. Un mécanisme analogue pourrait être envisagé aux niveaux sous-régional et régional.

C. Définition du mandat des experts locaux et internationaux pour l'élaboration des programmes de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique

13. Pour le compte des trois secrétariats, l'ONUDI a informé tous les pays africains que l'ONUDI et la CEA étaient en mesure de fournir une assistance technique pour l'élaboration de leurs programmes respectifs et leur a demandé de préciser les domaines où ils avaient besoin d'assistance. Au 10 avril 1990, 37 pays avaient indiqué leurs domaines d'intérêt et leurs besoins à l'ONUDI. Comme mesure de suivi, la CEA a demandé à chaque pays de nommer un expert local qui travaillerait avec les experts internationaux fournis par l'ONUDI pour aider le gouvernement à élaborer le programme national.

14. A sa dixième réunion, tenue à Addis-Abeba du 22 au 27 mars 1990, le Comité mixte des secrétariats de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA a passé en revue le mandat établi par la CEA pour les experts locaux et internationaux devant aider les pays et les organisations sous-régionales à élaborer leurs programmes respectifs pour la Décennie. Il a souligné la nécessité pour les experts locaux de travailler en étroite coopération avec les experts internationaux devant être fournis par l'ONUDI. Il est actuellement procédé à l'identification des experts locaux et internationaux et leur recrutement est en cours.

D. Plan d'exécution des activités à entreprendre au cours de 1990

15. A sa dixième réunion, le Comité mixte a également établi un plan d'exécution des activités à entreprendre par le reste de 1990 sur la base du calendrier figurant dans la résolution 2 (IX) adoptée par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa neuvième réunion pour l'élaboration du programme de la deuxième Décennie. Le calendrier suivant a été accepté :

- Avril 1990 : a) Traduction du document contenant le projet de cadre et envoi de ce document au Groupe de travail d'experts gouvernementaux, aux gouvernements et aux organisations sous-régionales;
- b) Constitution définitive du Groupe de travail d'experts gouvernementaux;
- c) Sélection des consultants et des experts.
- Mai : a) Recrutement des experts nationaux;
- b) Réception des réponses données par les 15 membres du Groupe de travail;
- c) Elaboration des programmes nationaux et sous-régionaux par les gouvernements et les organisations sous-régionales;
- d) Missions sur le terrain d'experts et de consultants là où c'est nécessaire.
- Juin : a) Mise au point définitive et traduction du cadre et envoi du texte à tous les Etats membres, aux organisations sous-régionales et aux experts;
- b) Poursuite de l'élaboration des programmes nationaux et sous-régionaux par les gouvernements et les organisations.
- Juillet : Poursuite de l'élaboration des programmes nationaux et sous-régionaux par les gouvernements et les organisations.
- Août : Poursuite de l'élaboration des programmes nationaux et sous-régionaux par les gouvernements et les organisations.
- Septembre : Présentation, par les Etats membres, de leurs programmes respectifs pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique.
- Octobre : a) Présentation, par les organisations sous-régionales, de leurs programmes pour la deuxième Décennie et poursuite des présentations par les Etats membres de leurs programmes respectifs;
- b) Consultations entre les secrétariats pour :
- i) Examiner les progrès réalisés ainsi que le plan des activités futures;
- ii) Convenir des grandes lignes de l'avant-projet (projet zéro) de programme pour la deuxième Décennie;

- c) Elaboration de l'avant-projet (projet zéro) du programme pour la deuxième Décennie.

Novembre : a) Réunion des secrétariats pour examiner l'avant-projet (projet zéro) de programme de la deuxième Décennie;

- b) Traduction de l'avant-projet (projet zéro) de programme;

- c) Envoi des invitations pour la première réunion du Groupe de travail.

Décembre : a) Première réunion du Groupe de travail;

- b) Consultations entre les trois secrétariats pour examiner les progrès accomplis et définir les activités futures.
